

Manifeste de l'opposition politico-militaire tchadienne

Après plus d'un demi-siècle d'indépendance, notre pays se trouve dans une impasse politique sans précédent. Les différents régimes qui se sont succédés au Tchad ne sont parvenus, ni à consolider l'unité nationale, ni à créer les conditions d'une stabilité politique et encore moins à amorcer un développement économique, social et culturel.

L'histoire récente du Tchad a connu des successions des régimes dictatoriaux et a montré que le citoyen n'a jamais été au cœur de l'action politique. Il a plutôt été assujetti au diktat des systèmes politiques qui ont toujours fortement réprimé ses moindres revendications pourtant légitimes.

L'inexpérience, l'incompétence et l'amateurisme de l'élite nationale des premières années de l'indépendance, éloignée des réalités nationales ont plongé le Tchad dans une instabilité chronique qui a généré des guerres civiles longues et fratricides. Ces conflits internes très meurtriers ont provoqué l'émergence de multiples rébellions qui se sont succédé au pouvoir dont le MPS en 1990.

Après dix huit longues années de gestion mafieuse et calamiteuse, le régime cupide et sanguinaire d'Idriss Deby a fait ressurgir au Tchad le spectre de « l'Etat néant » ; un Etat sans consistance dont la destinée est entre les mains d'un groupuscule qui organise le pillage systématique des richesses nationales et érige le banditisme et la délinquance en système de gouvernance.

Non content de maintenir notre peuple dans la soumission en le privant de ses droits les plus élémentaires et de son aspiration à la liberté, le despote tchadien organise la terreur comme système politique en persécutant et en assassinant ses opposants et les paisibles citoyens.

Les tchadiens dans leur ensemble n'ont cessé de dénoncer les dérives dictatoriales de ce régime malgré l'engagement de la classe politique et la société civile nationale et internationale qui n'ont cessé d'œuvrer pour un changement démocratique sans y parvenir. Les élections politiques au Tchad sont devenues de véritables mascarades où le suffrage du peuple est grossièrement détourné avec la caution de certaines puissances étrangères et organisations internationales chargées d'observer et de superviser les élections.

Et pour consolider son dispositif de confiscation du pouvoir, Deby procède au tripatouillage de la constitution afin de lui permettre de pérenniser son règne contre la volonté du peuple.

L'impunité et l'injustice sous toutes leurs formes ont accentué la dislocation du tissu social, en opposant systématiquement les communautés les unes contre les autres. Le dictateur pousse ainsi les tchadiens à se regarder en chiens de faïence. Les fréquents conflits intercommunautaires sont les conséquences de cette politique de « diviser pour mieux régner ».



L'administration sous le régime du MPS est complètement politisée. La corruption et le détournement des biens publics sont érigés en système de gestion. Ces pratiques mafieuses empêchent la formation d'une structure économique solide et une meilleure gestion des ressources nationales en vue de réduire la pauvreté.

La gestion désastreuse des finances publiques est le fait des bandes cupides, sans foi ni loi, créées et entretenues par Idriss Deby. Ces prédateurs pillent les maigres ressources de l'Etat, particulièrement celles générées par le pétrole. La course effrénée vers la rente pétrolière, impulsé par le dictateur, a relégué au second rang nos potentialités financières, agricoles et pastorales.

La mauvaise gestion des ressources pétrolières et le non respect des engagements pris auprès des bailleurs ont conduit à une crise ayant débouché sur le retrait de la Banque Mondiale et la perte de confiance des autres partenaires. Tous ces facteurs justifient le classement du Tchad parmi les pays les plus corrompus de la planète.

Le Tchad d'Idriss Deby est ainsi devenu pour le plus grand drame des tchadiens, un Etat belliqueux qui, au mépris du droit international, s'immisce par la force dans les affaires intérieures des pays voisins en cherchant à les déstabiliser.

Sur le plan de la réconciliation nationale, le régime de Deby montre son intransigeance et son arrogance et n'a jamais respecté les accords signés. Cette politique irresponsable a placé le Tchad au bord de l'effondrement politique, économique et social. Du coup les tchadiens ne croient plus à une solution pacifique.

Devant cette situation inextricable qui menace gravement la paix et la sécurité du Tchad et des Etats de la sous-région, l'ensemble de la classe politique et la société civile a toujours demandé la tenue d'un dialogue inclusif pour régler pacifiquement les problèmes tchadiens. Deby a toujours opposé un refus catégorique à cette démarche.

C'est dans ce contexte que des patriotes décident de prendre les armes pour mettre fin au règne de l'arbitraire, de l'injustice et du grand banditisme. Ils se sont organisés au sein des différents mouvements politico-militaires pour une résistance salutaire contre la dictature et l'oppression. Leur objectif est d'instaurer au Tchad une société où régneront la paix, la sécurité et l'harmonie entre tous les fils du pays.

Déterminés à mettre fin à la situation catastrophique dans laquelle se trouve le Tchad, les mouvements signataires décident de s'unir autour du présent manifeste et jettent les bases d'une unité d'action pour un véritable changement conforme aux aspirations du peuple.

Ce manifeste propose des actions majeures à réaliser pour restaurer l'Etat dans ses attributs fondamentaux de souveraineté et ce, pendant une période transitoire relativement courte.



De la transition

- Suspendre la constitution en vigueur modifiée et manipulée par le dictateur,
- Promulguer une loi fondamentale dénommée « Charte de la République » pour régir le pays pendant la période transitoire,
- Organiser un Forum National à convoquer dans une courte période. Il déterminera la forme, la durée restante de la transition, élaborera le cahier des charges du gouvernement et, désignera les dirigeants de cette transition. Il mettra en place un parlement provisoire chargé entre autres :
 - D'élaborer un projet de constitution à soumettre au référendum pour adoption ;
 - De voter la loi électorale et de fixer les échéances électorales.

Les résolutions du Forum National seront irrévocables.

- Mettre en place par consensus entre les mouvements politico-militaires et, en concertation avec les partis politiques de l'intérieur et la société civile, un gouvernement chargé de gérer la transition ainsi que d'autres instances de transition.
- La période de transition est de dix huit (18) mois.

Ce gouvernement aura pour mission :

Sur le plan politique et institutionnel

- Garantir les libertés fondamentales,
- Assurer la sécurité des biens et des personnes et la libre circulation sur toute l'étendue du territoire national,
- Assurer la continuité de l'Etat et des services publics,
- Garantir le pluralisme politique au Tchad,
- Réorganiser l'administration centrale et territoriale,
- Garantir l'indépendance de la justice et l'égalité des citoyens devant la loi,
- Mettre en place une commission de Recouvrement des Biens de l'Etat,
- Promouvoir une politique de communication basée sur le respect de la liberté de presse et un appui actif au secteur public et privé de l'information.

Sur le plan défense et sécurité

- Jeter les bases d'une armée nationale véritablement républicaine et des forces de sécurité en adéquation avec nos moyens financiers et économiques,
- Encourager une politique de démobilisation et de réinsertion sociale volontaire des éléments armés et le départ de ceux atteints par la limite d'âge,
- Prendre en charge les victimes de guerre (orphelins, veuves, handicapés),
- Procéder au désarmement total des civils sur toute l'étendue du territoire,
- Sécuriser les frontières et au besoin mettre en place des brigades inter-Etat pour juguler l'insécurité.



Sur le plan socio-économique

- Faire l'état de lieu de la situation économique et prendre les mesures d'assainissement qui s'imposent,
- Réduire le train de vie de l'Etat et le rendre supportable pour les finances publiques,
- Mettre en oeuvre une politique de transparence et de rigueur dans la gestion de la chose publique,
- Auditer les finances publiques,
- Concevoir des mécanismes de contrôle solide des régies financières victimes d'une corruption notoire,
- Favoriser l'intégration progressive du secteur informel dans les rouages financiers,
- Favoriser l'accès à la formation et à l'emploi des jeunes,
- Créer un fonds de solidarité nationale,
- Accorder une attention particulière à la Santé Publique, à l'Education Nationale, à l'Habitat, l'Elevage, l'Agriculture, à l'Environnement et à l'Eau.

Sur le plan diplomatique

- Entretien d'une politique de bon voisinage dans le respect du principe de la souveraineté des Etats,
- Relancer la coopération bilatérale et multilatérale sur des bases saines et d'intérêt commun,
- Promouvoir la coopération avec la communauté internationale pour favoriser le développement et les réformes démocratiques,
- Respecter les conventions, accords et traités internationaux, les chartes des Nations Unies et de l'Union Africaine, de la CEMAC et de la Cen-Sad,
- Œuvrer à la paix et à la concorde entre les nations,
- Lutter contre toute forme d'extrémisme et d'intolérance,
- Rehausser l'image du Tchad en redynamisant nos ambassades,
- Œuvrer pour une intégration économique régionale et sous-régionale.

Fait à Hadjer Marfaïne, le ...15 Décembre 2008..



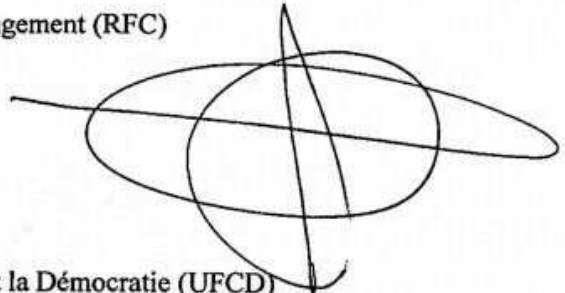
Les signataires du présent manifeste

1°) Front pour le Salut de la République (FSR)



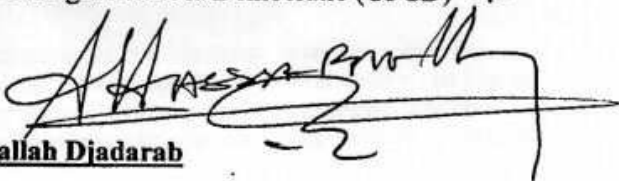
Président, Ahmad Hassaballah Soubiane

2°) Rassemblement des Forces pour le Changement (RFC)



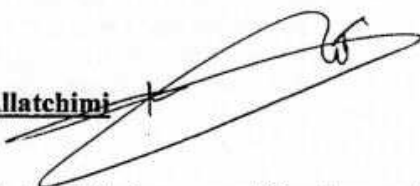
Président, Timan Hissein Erdimi

3°) Union des Forces pour le Changement et la Démocratie (UFCD)



Président, Adouma Hassaballah Djarab

4°) Union des Forces pour la Démocratie et le Développement (UFDD)



Président, Général Mahamat Nouri Allatchimi

5°) Union des Forces pour la Démocratie et le Développement/ Fondamentale (UFDD/F)



Président, Abdelwahid Aboud Mackaye